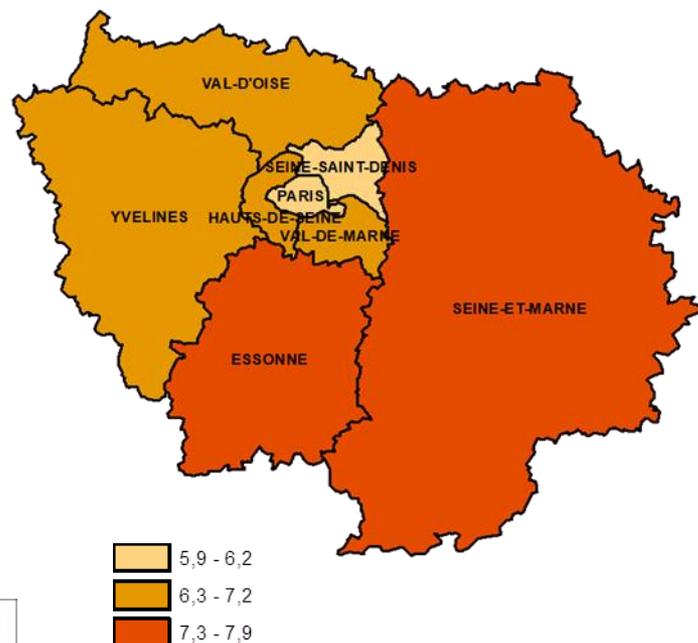


Évolutions récentes du marché du travail  
et de l'emploi en Île-de-France2<sup>e</sup> trimestre 2020

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi

Variation trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C  
par département entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2020 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (en %, données CVS-CJO)



- Au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens augmente très nettement par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 en catégorie A (+21,8 %) et en catégories A, B, C (+6,7 %).
- Le taux de chômage baisse de 0,2 point au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, atteignant 6,9 % (baisse « en trompe l'oeil »).
- L'emploi salarié diminue de 1,7 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2020.
- L'activité partielle est mobilisée dans des proportions inédites pour répondre à la crise sanitaire.
- Le nombre d'emplois menacés par des plans de sauvegarde de l'emploi est en hausse au 2<sup>e</sup> trimestre 2020.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi. La prochaine publication sera disponible en novembre et portera sur le troisième trimestre 2020.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente. L'ampleur de la crise sanitaire intervenue à la fin du premier trimestre 2020 nécessite parfois un commentaire sur les évolutions mensuelles.
- La mise en place de nouvelles procédures de production a affecté la qualité des remontées d'information de Pôle emploi sur les variables du métier et de la qualification de l'emploi recherché. Dans l'attente d'un correctif, les statistiques consacrées aux métiers en tensions et aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont plus commentées.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

[idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)

## Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

## Demande d'emploi et chômage

Page 5 : Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Pages 6-7 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Page 10 : Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

Page 11 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 12 : Le taux de chômage (Insee)

## Emploi

Page 13 : Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi

Page 14 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 15 : L'intérim

Page 16 : L'emploi salarié

Page 17 : L'emploi salarié par secteur

## Tensions sur le marché du travail

Page 18 : Les tensions sur l'ensemble du marché du travail

## Accompagnement des mutations économiques

Page 19 : L'activité partielle

Page 20 : Les plans de sauvegarde de l'emploi

### Demande d'emploi et chômage

Au deuxième trimestre 2020, en Île-de-France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles s'établit, en moyenne sur le trimestre, à 1 440 990, niveau inédit en catégories A, B, C. Parmi eux, 814 330 n'ont pas du tout travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

La demande d'emploi en catégorie A augmente très nettement par rapport au premier trimestre 2020, en lien avec la crise sanitaire (+21,8 % en catégorie A et +6,7 % en catégories A, B, C).

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à cette augmentation appartiennent aux secteurs du commerce, de l'hôtellerie-restauration, des arts et spectacles, des services aux particuliers et aux collectivités, ainsi que les métiers du bâtiment et travaux publics.

Sur le trimestre, en Île-de-France comme en France, la croissance de la demande d'emploi affecte davantage les hommes (+7,7 % en catégories A, B, C) que les femmes (+5,8 %). Elle est plus importante pour les jeunes (+15,0 % pour les moins de 25 ans) mais concerne l'ensemble des classes d'âge. Elle est également très forte pour les demandeurs d'emploi de longue durée (+5,4 %).

Au premier trimestre 2020, 6,9 % de la population active est au chômage au sens du BIT en Île-de-France (contre 7,6 % en France métropolitaine). Le taux de chômage baisse de 0,2 point par rapport au quatrième trimestre 2019, mais cette baisse ne peut pas être interprétée comme une amélioration du marché du travail.

### Emploi

Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi chute au deuxième trimestre 2020 (-51,7 %).

Au premier trimestre 2020, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) diminue de 13,7 % par rapport au premier trimestre 2019 (-2,6 % pour les contrats durables).

Au premier trimestre 2020, dans le contexte de crise sanitaire, l'activité intérimaire enregistre une baisse inédite de 39,2 % par rapport au quatrième trimestre 2019 (-52 000 intérimaires).

L'emploi salarié francilien recule au premier trimestre 2020 (-1,7 %, dont -2,1 % dans le secteur privé) et sur un an (-0,6 %). L'intérim, l'hébergement-restauration et les services à la personne sont les secteurs les plus touchés.

### Tensions sur le marché du travail

Le marché du travail francilien enregistre 24 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au deuxième trimestre 2020. La forte baisse du taux de tension par rapport au deuxième trimestre 2019 s'explique par la chute des offres d'emploi collectées.

### Mutations économiques

Au deuxième trimestre 2020, plus de 270 000 autorisations d'activité partielle ont été accordées dans le contexte de gestion de la crise sanitaire. Elles correspondent à un volume d'heures de travail autorisées à être chômées totalement inédit de 1,3 milliard.

Le nombre de procédures de plans de sauvegarde de l'emploi augmente peu par rapport au trimestre précédent mais le nombre d'emplois menacés affiche une forte hausse.

## Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 2<sup>e</sup> trimestre 2020

2 <sup>e</sup> trimestre 2020	Île-de-France	France métropolitaine	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Île-de-France	France métro.	Île-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	814 330	4 149 270	21,8	24,5	23,0	22,7
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	1 044 990	5 815 000	6,7	6,7	5,3	4,2

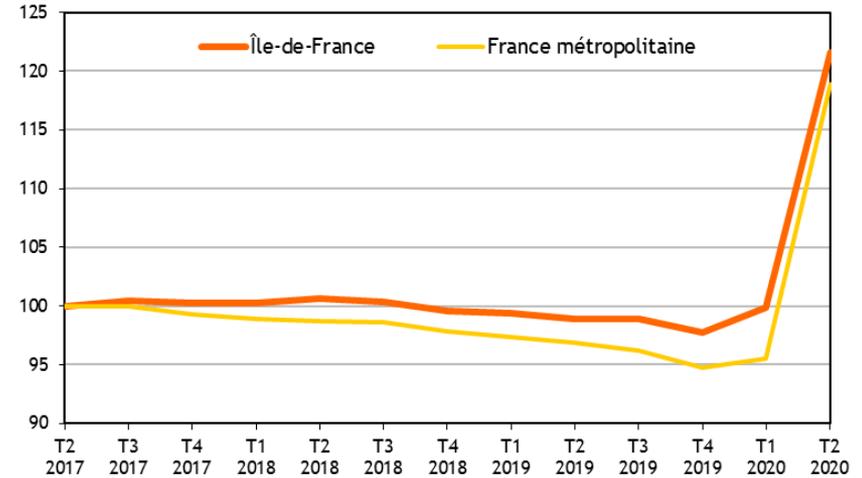
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Après avoir augmenté très nettement entre février et avril 2020, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A diminue depuis deux mois (-2,1 % en mai, puis -3,1 % en juin) et s'établit, fin juin, à 791 920 en Île-de-France (814 330 en moyenne sur le trimestre). Au deuxième trimestre 2020, il augmente ainsi de 21,8 % par rapport au trimestre précédent, contre +24,5 % en France métropolitaine.

En prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B, C), le nombre de demandeurs d'emploi continue sa progression (+0,9 % en juin, après +3,6 % en avril et +1,1 % en mai) et s'établit, fin juin, à 1 054 980, son niveau le plus haut depuis le début de la série en 1996. Au deuxième trimestre 2020, il progresse ainsi de 6,7 %, au même rythme qu'en France métropolitaine.

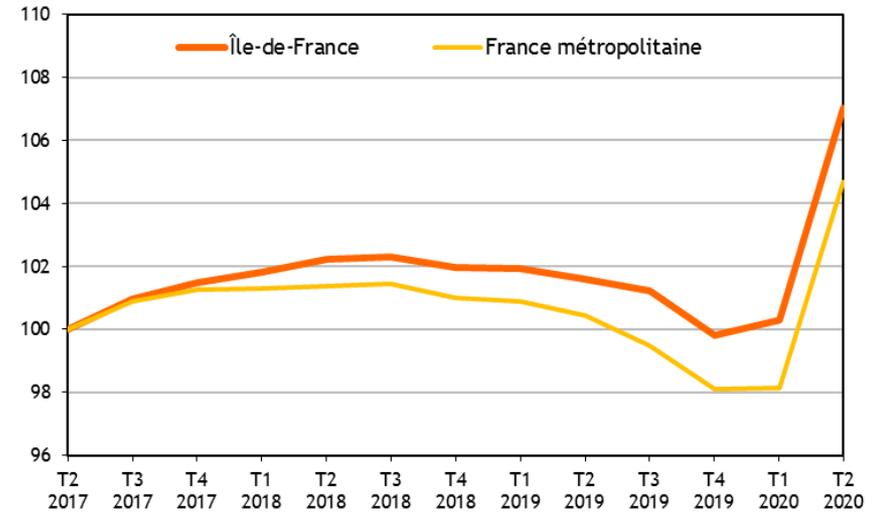
Le nombre de demandeurs non tenus de rechercher un emploi, en raison notamment d'une formation (catégorie D) rebondit au deuxième trimestre (+2,9 % après -2,3% au trimestre précédent).

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO, Indice 100 au 2<sup>e</sup> trimestre 2017)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO, Indice 100 au 2<sup>e</sup> trimestre 2017)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi par département au 2<sup>e</sup> trimestre 2020

Données CVS-CJO 2 <sup>e</sup> trimestre 2020	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	160 310	23,4	24,5	210 310	5,9	4,4
Seine-et-Marne	83 550	22,9	24,9	109 870	7,4	6,9
Yvelines	78 840	20,5	22,2	102 860	7,0	6,1
Essonne	74 020	23,9	26,7	97 020	7,9	7,6
Hauts-de-Seine	96 970	20,0	20,0	123 480	6,9	4,8
Seine-St-Denis	144 290	20,7	21,1	178 900	6,0	4,2
Val-de-Marne	90 000	21,5	23,2	113 630	6,8	5,8
Val-d'Oise	86 340	21,2	22,1	108 910	7,0	4,9
<b>Île-de-France</b>	<b>814 330</b>	<b>21,8</b>	<b>23,0</b>	<b>1 044 990</b>	<b>6,7</b>	<b>5,3</b>
France métro.	4 149 270	24,5	22,7	5 815 000	6,7	4,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

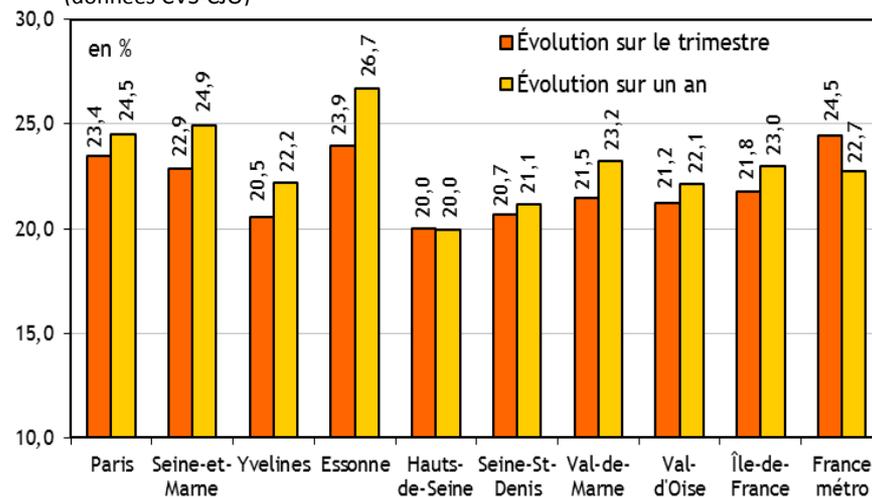
La demande d'emploi francilienne est en très forte croissance dans l'ensemble des départements.

Entre le premier et le deuxième trimestre 2020, l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi varie de +20,0 % dans les Hauts-de-Seine à +23,9 % en Essonne en catégorie A et de +5,9 % à Paris à +7,9 % en Essonne en catégories A, B, C.

Sur un an, l'Essonne est le département qui pâtit de la plus forte hausse avec +26,7 % en catégorie A et +7,6 % en catégories A, B, C. L'augmentation la moins prononcée se situe dans les Hauts-de-Seine en catégorie A (+20,0 %) et en Seine-Saint-Denis en catégories A, B, C (+4,2 %, comme en France métropolitaine).

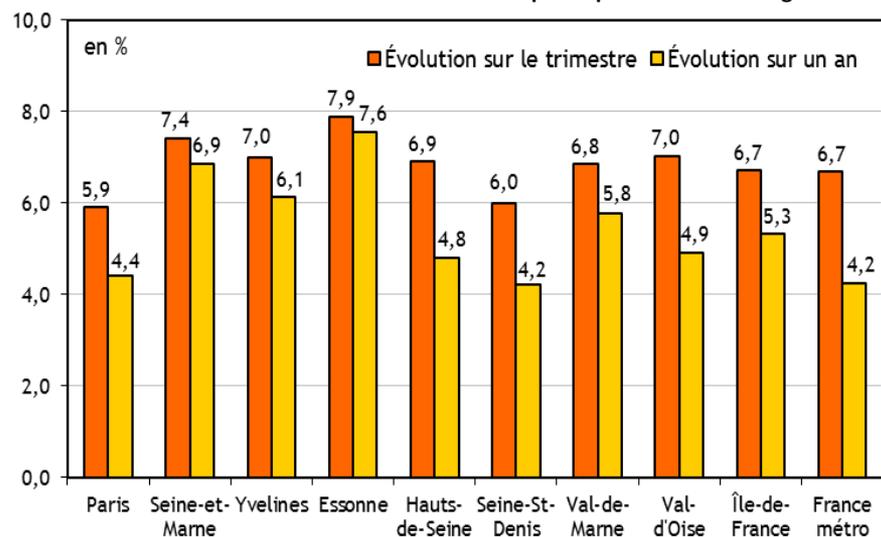
## Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A (données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

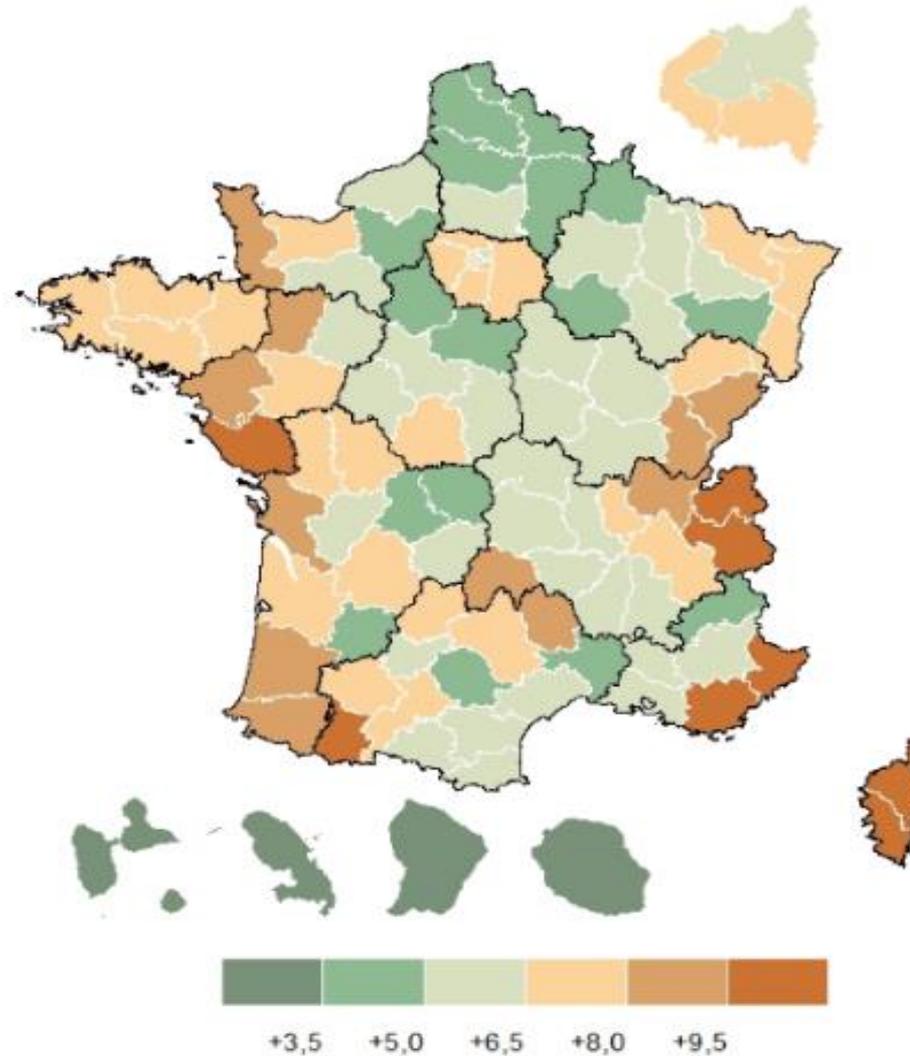
Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie ABC



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

**Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département)**

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C par département entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2020 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2020 (en %, données CVS-CJO)

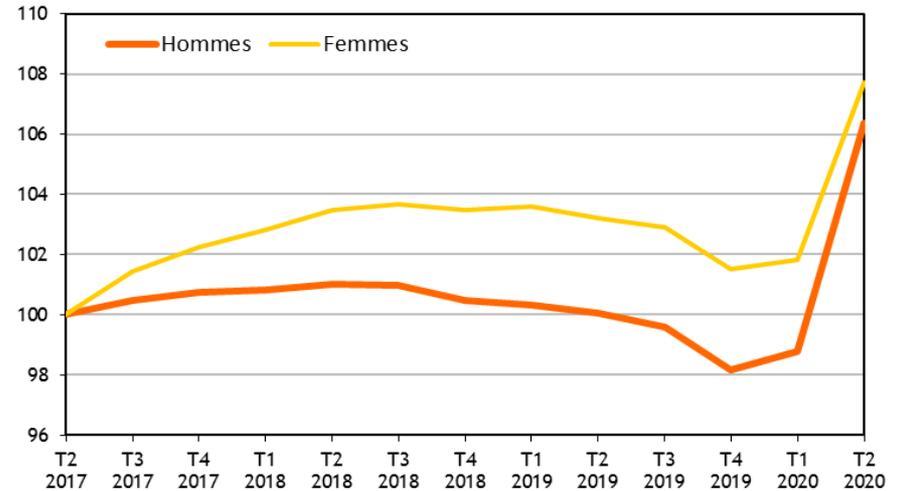


## Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 (catégorie ABC)

Entre le premier et le deuxième trimestre 2020, l'augmentation de la demande d'emploi francilienne est plus soutenue pour les hommes (+7,7 % en catégories A, B, C ; jusqu'à +9,5 % en Essonne) que pour les femmes (+5,8 % ; jusqu'à +6,3 % en Essonne et dans les Hauts-de-Seine). Cet écart d'évolution est plus important en France métropolitaine (3,1 points contre 1,9 point en Île-de-France).

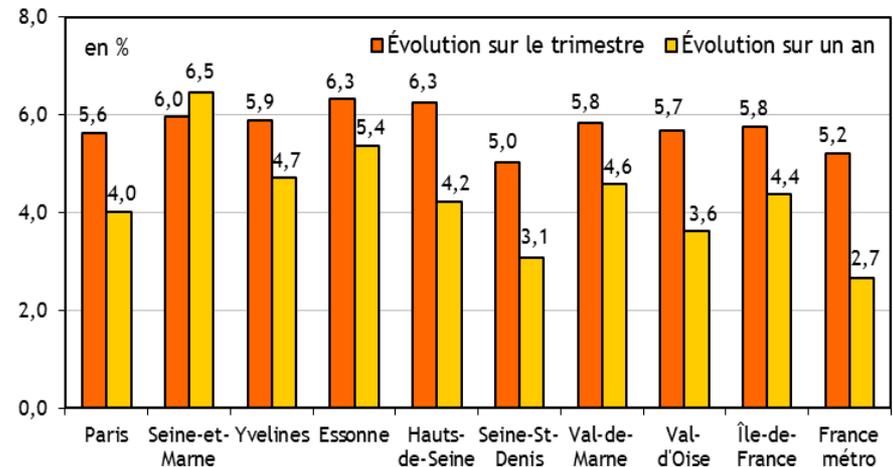
Entre le troisième trimestre 2014 et le début de la crise sanitaire, l'évolution de la demande d'emploi avait été plus favorable pour les hommes que pour les femmes.

**Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe**  
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 2<sup>e</sup> trimestre 2017)



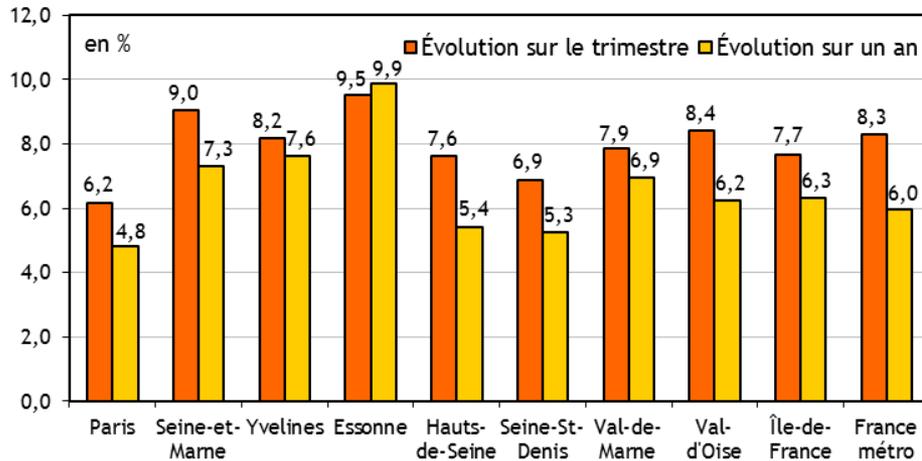
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

**Évolution du nombre de femmes inscrites à Pôle emploi par département**  
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

**Évolution du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi par département**  
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 (catégorie ABC)

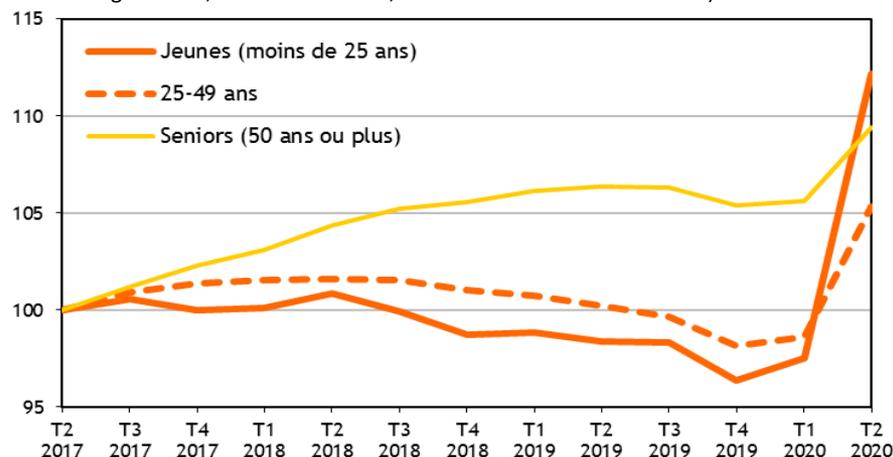
La hausse du nombre de demandeurs d'emploi concerne toutes les classes d'âge. Les moins de 25 ans sont les plus touchés.

La demande d'emploi des jeunes augmente de 15,0 % en Île-de-France en catégories A, B, C entre le premier et le deuxième trimestre 2020 (+28,8 % pour la seule catégorie A, contre +34,0 % en France métropolitaine). Paris connaît la plus forte hausse (+17,4 %).

La demande d'emploi des 25-49 ans augmente de 6,8 % sur le trimestre. Celle des 50 ans ou plus augmente de 3,6 % (jusqu'à +4,7 % en Essonne), à un rythme très proche de celui enregistré au niveau national.

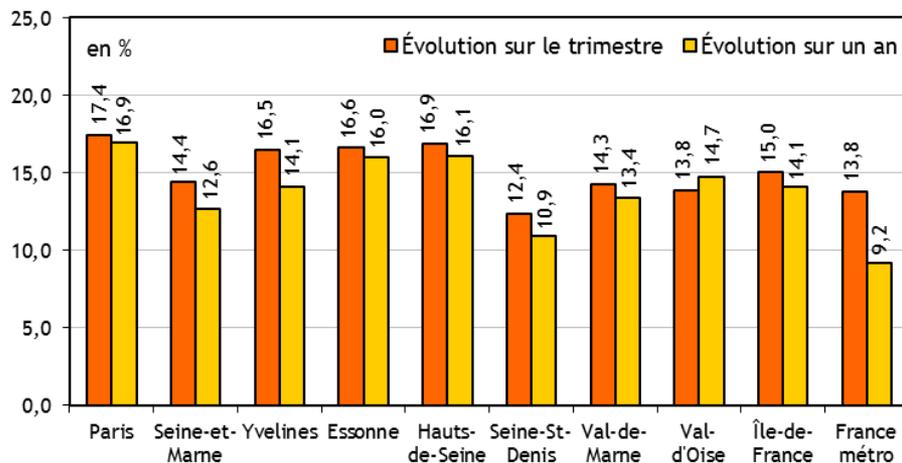
## Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 2<sup>e</sup> trimestre 2017)



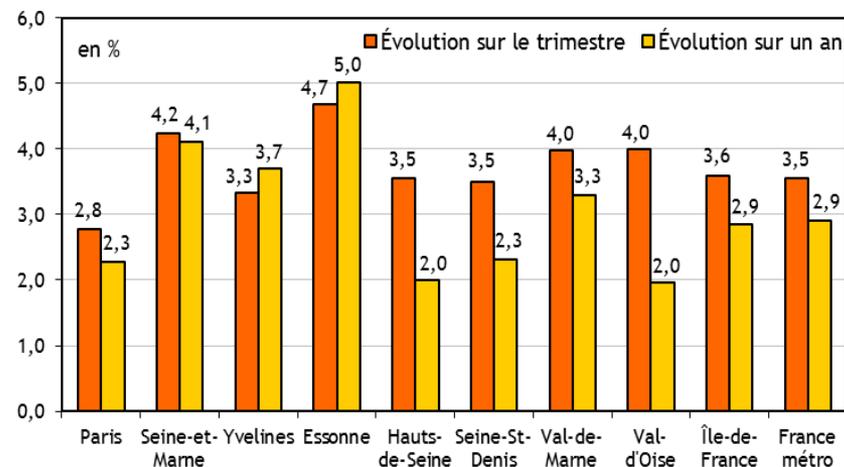
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de jeunes inscrits par département  
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de séniors inscrits par département  
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA au 2<sup>e</sup> trimestre 2020

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus) progresse de 5,4 % au deuxième trimestre 2020 en Île-de-France, contre +5,2 % en France métropolitaine. C'est la plus forte hausse depuis le début de la série en 1996. Ces demandeurs représentent 45,3 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi de la région.

Au premier trimestre 2020, si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit 388 jours à Pôle emploi. C'est 48 jours de plus qu'au trimestre précédent\*.

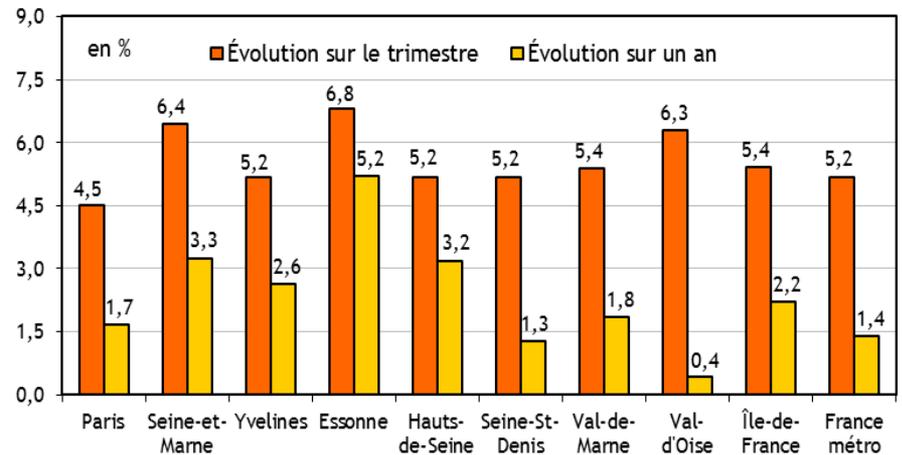
En hausse de 0,5 point sur un an, la part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA en Île-de-France atteint 13,8 % au deuxième trimestre 2020. Elle varie de 11,5 % en Essonne à 17,0 % en Seine-Saint-Denis.

	Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits ouverts au RSA en catégorie ABC (%)									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
2 <sup>e</sup> trimestre 2020	13,1	13,4	12,7	11,5	13,9	17,0	13,7	13,9	13,8	14,3
2 <sup>e</sup> trimestre 2019	12,8	12,3	12,1	11,0	13,5	16,4	13,1	13,3	13,3	13,3

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

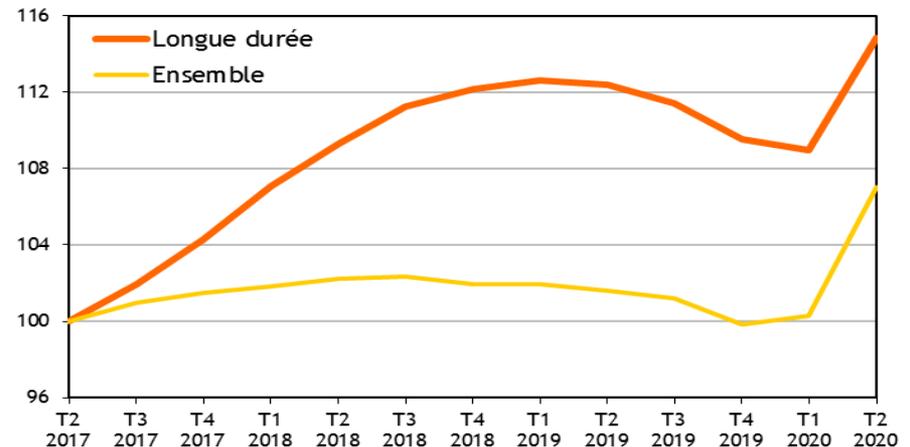
\* « Durée de chômage (1<sup>er</sup> trimestre 2020) », *Statistiques et indicateurs*, Juillet 2020, Pôle emploi

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 2<sup>e</sup> trimestre 2017)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 2<sup>e</sup> trimestre 2020

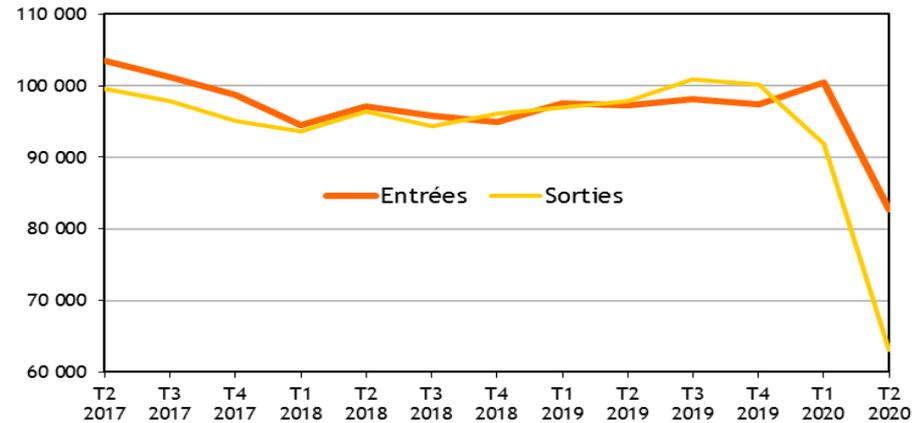
L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi entre le premier et le deuxième trimestre 2020 intervient dans un contexte de baisse du nombre d'entrées à Pôle emploi (-17,6 %, soit -17 710) et du nombre de sorties de Pôle emploi (-31,3 %, soit -28 750).

Dans un premier temps (avril), le coup d'arrêt de l'activité économique, engendré par la crise sanitaire, a provoqué un report des premières entrées sur le marché du travail et des retours d'inactivité. Dans le même temps, les sorties de Pôle emploi pour défaut d'actualisation et pour reprises d'emploi (déclarés ou non) ont diminué très nettement.

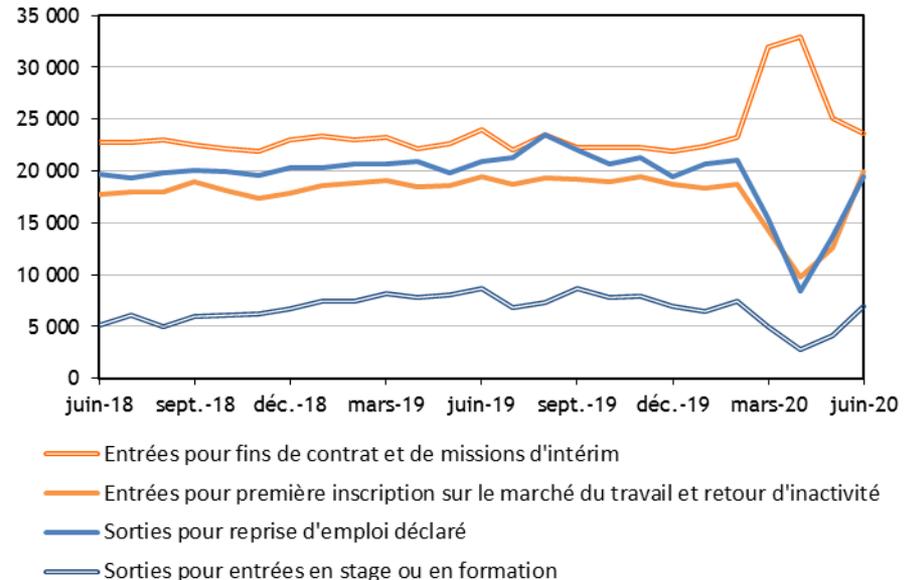
Par la suite (mai), les inscriptions à Pôle emploi liées à des fins de contrats courts et de missions d'intérim ont fortement reculé du fait du déconfinement. À l'inverse du mois précédent, les sorties pour reprises d'emploi se sont redressées.

Enfin (juin), la reprise de l'activité a favorisé les premières entrées sur le marché du travail et les retours d'inactivité, pendant que les sorties pour reprise d'emploi ont une nouvelle fois progressé. Les entrées en stage et en formation expliquent également l'augmentation du nombre de sorties de Pôle emploi.

**Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi**  
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



**Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi par principaux motifs**  
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



## Le taux de chômage au 1<sup>er</sup> trimestre 2020

Au premier trimestre 2020, le taux de chômage francilien s'établit à 6,9 % de la population active (Insee). Comme en France métropolitaine (7,6 %), il diminue par rapport au trimestre précédent.

Sur un an, le taux de chômage poursuit sa décrue de 0,7 point en Île-de-France et de 0,8 point en France métropolitaine. Structurellement le plus élevé de la région, le taux de chômage en Seine-Saint-Denis (10,1 %) enregistre un recul de 0,3 point par rapport au trimestre précédent. Le Val-d'Oise enregistre également un fort taux de chômage (8,0 %). Paris (6,0 %), les Yvelines (6,1 %) et les Hauts-de-Seine (6,1 %) connaissent les taux les plus faibles.

Sur un an, le taux de chômage diminue de 1,1 point en Seine-Saint-Denis et de 0,8 point dans le Val-d'Oise. Dans les autres départements, l'évolution varie de -0,4 point en Essonne à -0,7 point à Paris.

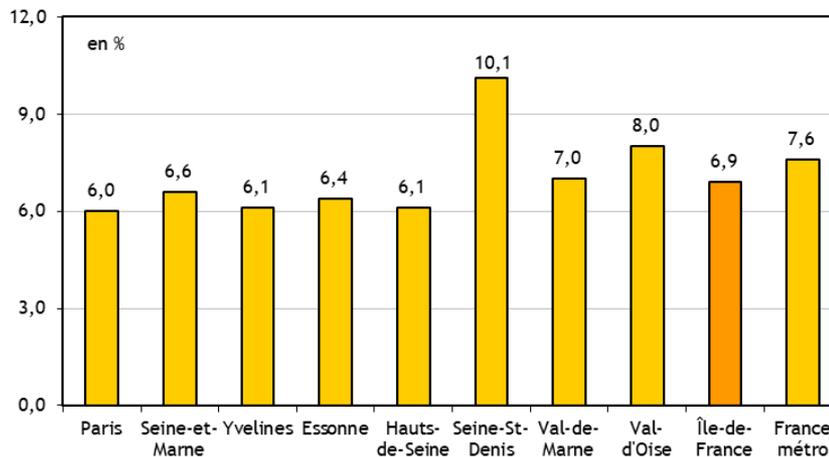
La baisse du taux de chômage au premier trimestre 2020 est en trompe l'œil selon l'Insee (*Informations Rapides* du 13/08/2020) :

*Avec la crise sanitaire et le confinement, les comportements de recherche active d'emploi ainsi que la disponibilité des personnes ont été affectés.*

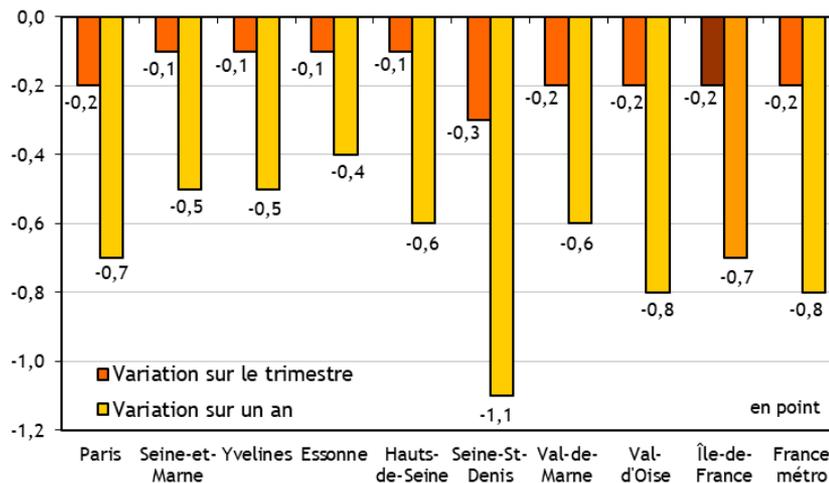
*La baisse du taux de chômage au sens du BIT pendant cette période de confinement ne s'est pas traduite par une amélioration du marché du travail. Tout d'abord, un certain nombre de personnes sans emploi ont pu cesser de chercher un emploi car leur secteur d'activité privilégié est à l'arrêt (hébergement restauration, activités culturelles, etc.). Ensuite, l'impossibilité de sortir de son domicile peut conduire certaines personnes à se considérer comme non disponibles pour occuper un emploi ou empêcher certaines démarches de recherche d'emploi. Enfin, les difficultés d'organisation du quotidien liées à la garde d'enfants ou un état de santé dégradé pour les personnes affectées par le covid-19 peuvent également entraîner une moindre disponibilité et freiner la recherche d'emploi.*

## Demande d'emploi et chômage

**Taux de chômage localisé au 1<sup>er</sup> trimestre 2020**  
(données CVS-CJO semi-définitives)



**Variation du taux de chômage localisé au 1<sup>er</sup> trimestre 2020**  
(données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee

## Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi au 2<sup>e</sup> trimestre 2020

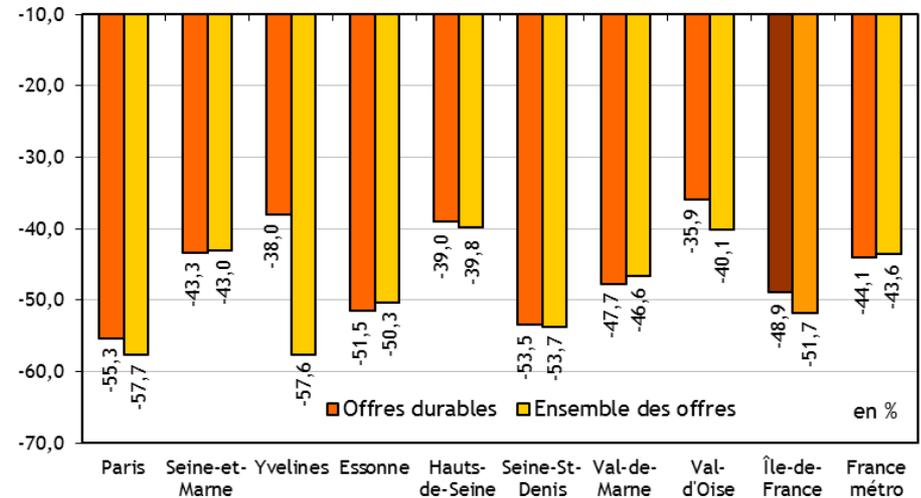
Pôle emploi n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon le métier concerné. L'évolution du nombre de ces offres est donc affectée par la concurrence entre Pôle emploi et les autres acteurs de diffusion de l'emploi.

Au deuxième trimestre 2020, 17 110 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 13 000 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

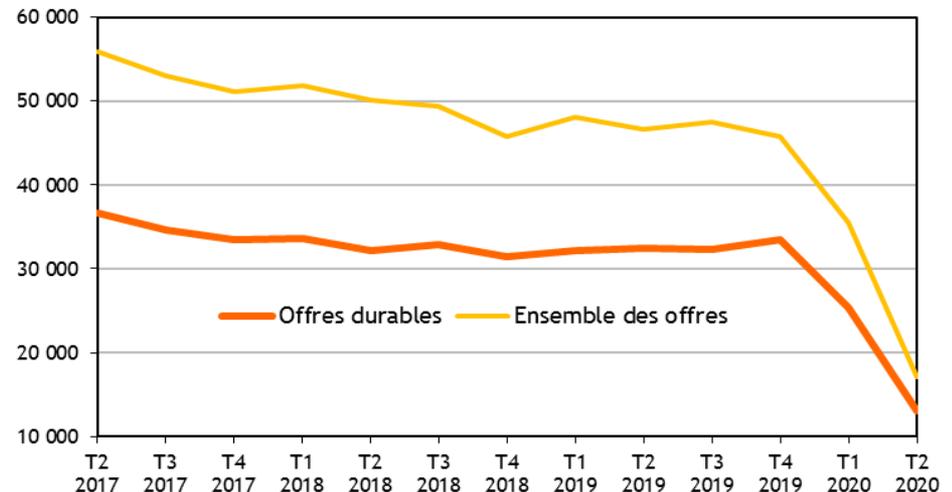
Le nombre d'offres d'emploi collectées chute entre le premier et le deuxième trimestre 2020 (-51,7 % pour l'ensemble des offres et -48,9 % pour les offres d'emploi durables) mais se redresse en mai et en juin. La diminution est moins importante en France métropolitaine (-43,6 % sur le trimestre pour l'ensemble des offres).

Au sein de la région, Paris et la Seine-Saint-Denis sont les plus affectés, tandis que le Val-d'Oise et les Hauts-de-Seine connaissent les baisses les moins soutenues.

Évolution du nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi sur le trimestre (données CVS-CJO)



Nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi (Île-de-France, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte/Sese.

## Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 1<sup>er</sup> trimestre 2020

Plus de 1,6 million de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au premier trimestre 2020 en Île-de-France, dont 401 200 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au premier trimestre 2020 (par rapport au premier trimestre 2019) a fortement diminué tous contrats confondus en Île-de-France (-13,7 %), tandis que l'évolution pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois) baisse dans une moindre mesure (-2,6 %).

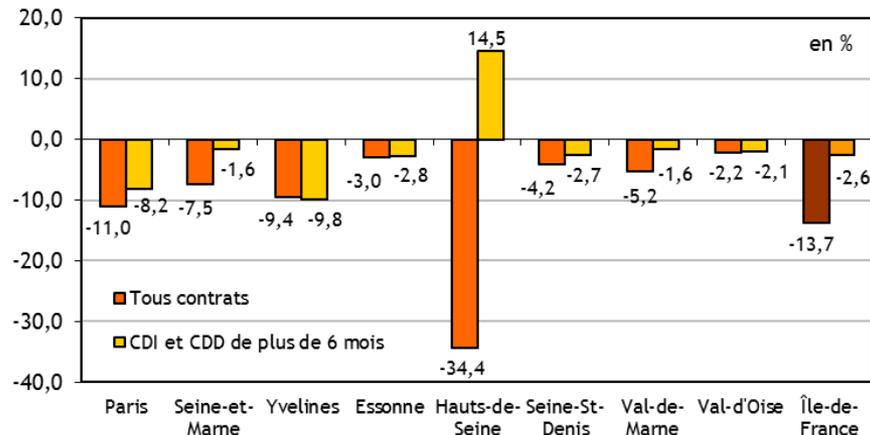
Tous contrats confondus, l'ensemble des départements de la région ont connu une baisse annuelle importante, notamment Paris et les Hauts-de-Seine (respectivement -11,0 % et -34,4 %).

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, seuls les Hauts-de-Seine progressent de 14,5 %. Les autres départements enregistrent une baisse, qui varie de -1,6 % pour le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne à -9,8 % pour les Yvelines.

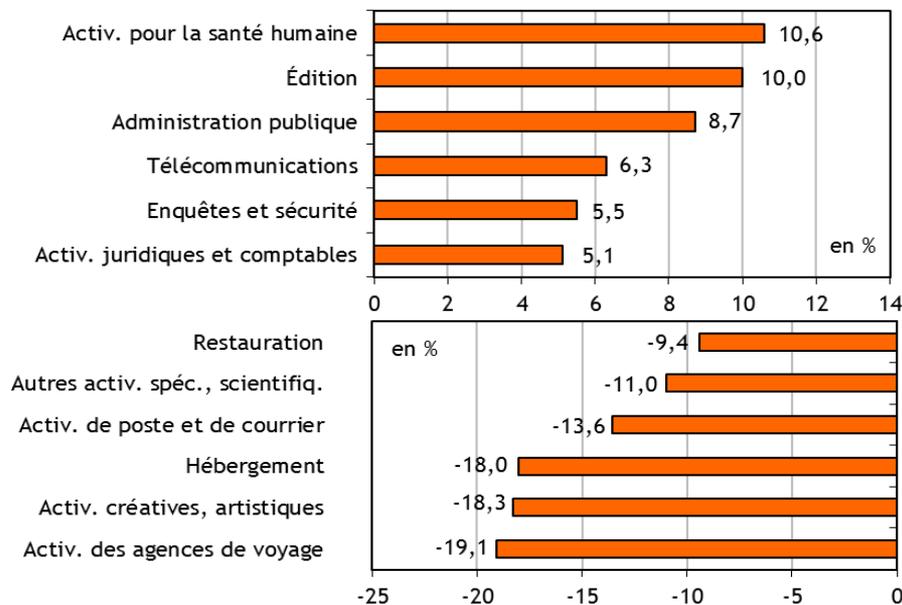
Les secteurs de l'activité pour la santé humaine et de l'édition ont connu une augmentation des contrats durables (respectivement +10,6 % et +10,0 %).

Les secteurs de l'hébergement, des activités créatives et artistiques et celui des agences de voyage ont connu la baisse la plus importante (évolutions inférieures à -15,0 %).

Évolution annuelle des DPAE par département (T1 2020 / T1 2019)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs (six plus fortes hausses/baisses) (T1 2020 / T1 2019, Île-de-France)



## L'activité intérimaire au 1<sup>er</sup> trimestre 2020

En Île-de-France, au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, dans le contexte de crise sanitaire, l'activité intérimaire enregistre une baisse inédite : -39,2 % par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2019 (-52 000 intérimaires), contre -40,5 % en France métropolitaine (données CVS), pour atteindre un niveau historiquement bas (80 000 intérimaires à fin mars 2020 dans les établissements franciliens). Toutefois, après la Corse (-28,7 %) et la Bretagne (-35,7 %), l'Île-de-France est la région où la baisse de l'activité intérimaire est la moins importante.

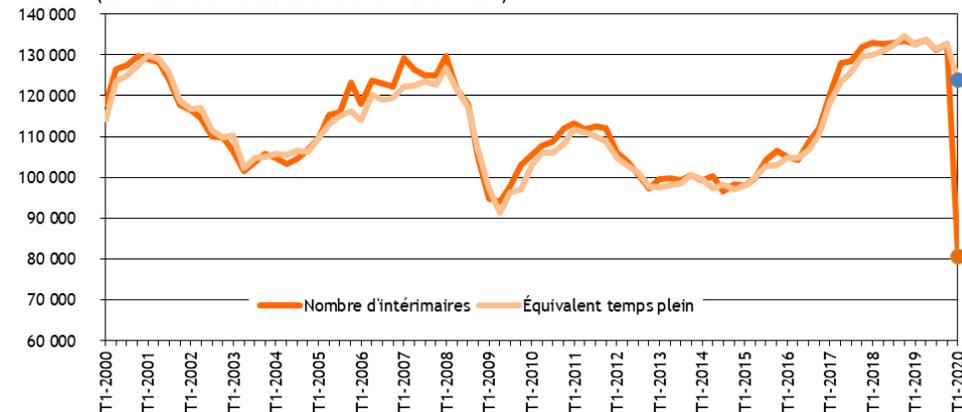
Le nombre d'intérimaires en Equivalent Temps Plein (ETP) recule également (-6,6 %, soit -8 900), mais comme il est évalué en moyenne sur l'ensemble des missions du trimestre, sa baisse est nettement moins prononcée que celle du nombre d'intérimaires, qui est estimée sur la dernière semaine de mars, particulièrement affectée par la crise sanitaire.

La baisse concerne l'ensemble des secteurs, mais elle n'est pas homogène. L'utilisation de l'intérim dans l'industrie recule de -37,9 % contre -40,8 % pour la France métropolitaine, entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2019 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2020, en particulier pour la métallurgie et la fabrication de matériels de transport (resp. -57,3 % et -50,7 %).

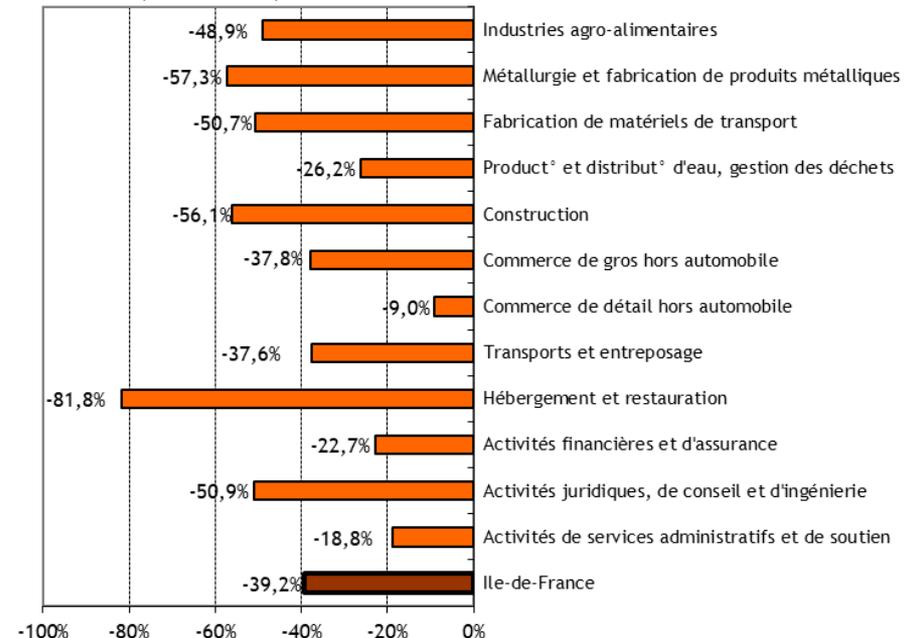
La construction, fortement utilisatrice de l'intérim, enregistre une des plus fortes baisses : -56,1 %. Toutefois, ce recul est moins important qu'au niveau national (-60,5 %).

Le tertiaire enregistre le recul le moins important, avec des différences suivant les principaux secteurs d'activités. Ainsi, on observe une forte baisse dans l'hébergement/restauration (-81,8 %), a contrario du commerce de détail et des activités financières (resp. -9,0 % et -22,7 %).

Évolution du nombre d'intérimaires en fin de trimestre et en Equivalent Temps Plein (données CVS – base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2000)



Évolution du nombre d'intérimaire en fin de trimestre par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Source : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim

## L'emploi salarié au 1<sup>er</sup> trimestre 2020

À partir de la validité du T1 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) a été modifié et étendu aux niveaux sectoriel et géographique. Ont ainsi été ajoutés l'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Au niveau géographique le champ des ETE a été étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).

Au premier trimestre 2020, l'ensemble de l'emploi salarié francilien régresse fortement de -1,7 %, soit -102 800 emplois (données CVS) par rapport au trimestre précédent. L'emploi dans le secteur privé chute de -2,1 % (-103 950) dans le secteur privé et augmente de 0,1 % (+1 150) dans la fonction publique.

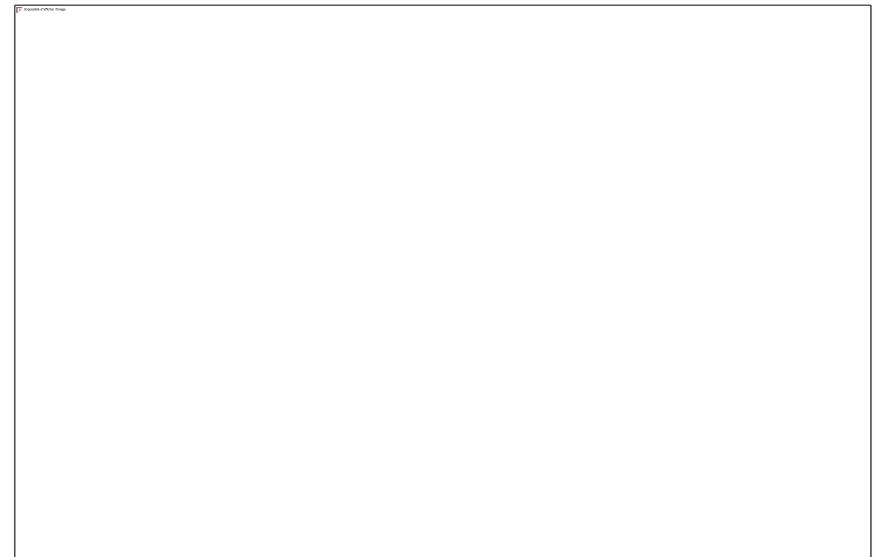
Dans le même temps, en France métropolitaine, l'emploi salarié diminue plus fortement (-2,0 %, soit -494 000 emplois).

Sur un an, l'emploi salarié francilien connaît une baisse inattendue (-0,6 %, soit -38 000 emplois). Il augmente dans la fonction publique (+0,4 %, soit +4 400 emplois) et diminue dans le secteur privé (-0,9 %, soit -42 300 emplois). Cette dégradation de l'emploi francilien touche tous les départements de la région.

Au premier trimestre 2020, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié diminuer le plus fortement sont Paris et la Seine-et-Marne. Les Yvelines et les Hauts-de-Seine enregistrent des baisses plus faibles, respectivement -1,2 % et -1,3 %.

Sur un an, l'évolution de l'emploi salarié au sein de la région est comprise entre +0,7 % en Seine-Saint-Denis (+4 700 emplois) et -1,2 % (-23 000).

### Évolution de l'emploi salarié (privé + fonction publique) (données CVS, indice 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2017)



## L'emploi salarié par secteur au 1<sup>er</sup> trimestre 2020

L'évolution trimestrielle de l'emploi salarié est stable dans le tertiaire non marchand mais décroît dans le commerce (-0,9 %, soit - 6 390 emplois), la construction (-1,0 %, soit -2 950), les services marchands hors intérim (-1,4 %, soit -40 800) et l'intérim (-39,5 % soit - 51 500).

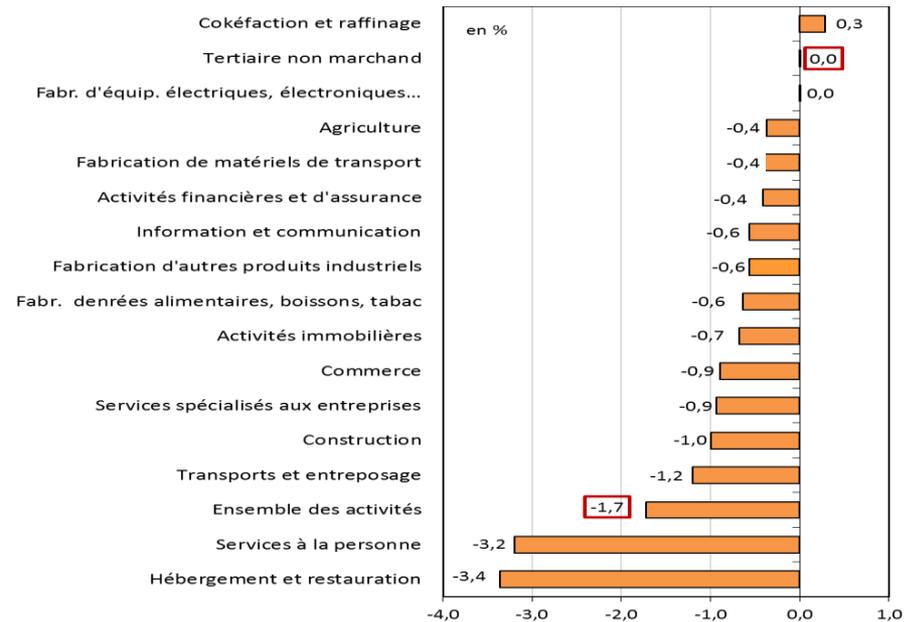
En un an, le nombre d'emplois salariés progresse dans le tertiaire non marchand (+0,4 %, soit +5 640 emplois), la construction (+3,6 %, soit +10 300) et plus légèrement pour l'industrie (+0,1 %), tandis qu'il diminue dans le commerce (-0,2 % soit 1 660) et plus fortement dans l'intérim (- 39,7 %, soit -51 940).

Par rapport au quatrième trimestre 2019, les secteurs industriels qui perdent le plus d'emplois sont la fabrication de denrées alimentaires (-0,6 %, soit -300 emplois), la fabrication d'autres produits industriels (-0,6 %, soit -900) et la fabrication de matériels de transport (-0,4 %, soit -300). Seul le secteur de la cokéfaction, raffinage connaît une évolution positive (+0,3 %, soit +230).

Tous les secteurs des services marchands ont enregistré des diminutions : ainsi les activités financières et d'assurance (-0,4 %, soit -1 400 emplois), l'information et communication (-0,6 % soit -2 400), les activités immobilières (-0,7 %, soit -550), les services spécialisés aux entreprises (-0,9 %, soit -9 300), les transports et entreposage (-1,2 %, soit -4 500).

Le secteur des services à la personne marque un net recul (-3,2 % soit -12 000 emplois), ainsi que l'hôtellerie, restauration (-3,4 %, soit -10 700).

Évolution de l'emploi salarié (privé et public) entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2019 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2020 dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Évolution de l'emploi salarié (public et privé) par secteur d'activité en Île-de-France (données CVS)	Nombre d'emplois au T1 2020	Évolution T1 2020 / T4 2019		Évolution T1 2020 / T1 2019	
		Niveau	%	Niveau	%
Agriculture	5 580	-30	-0,5	80	1,5
Industrie	432 710	-1 280	-0,3	340	0,1
Construction	294 850	-2 950	-1,0	10 340	3,6
Commerce	707 330	-6 390	-0,9	-1 660	-0,2
Services marchands hors intérim	2 863 350	-40 810	-1,4	-620	0,0
Tertiaire non marchand	1 496 380	130	0,0	5 640	0,4
Intérim	78 930	-51 460	-39,5	-51 940	-39,7
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>5 879 120</b>	<b>-102 810</b>	<b>-1,7</b>	<b>-37 820</b>	<b>-0,6</b>
<b>Secteur privé</b>	<b>4 746 070</b>	<b>-103 950</b>	<b>-2,1</b>	<b>-42 260</b>	<b>-0,9</b>
<b>Fonction Publique</b>	<b>1 133 050</b>	<b>1 140</b>	<b>0,1</b>	<b>4 440</b>	<b>0,4</b>

Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

## Les tensions sur le marché du travail francilien au 2<sup>e</sup> trimestre 2020

Les statistiques sur la demande d'emploi par métier demandé et sur les métiers en tension ne sont plus diffusées car la mise en place de nouvelles procédures de production à Pôle emploi a affecté leur qualité.

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,24 point en moyenne au deuxième trimestre 2020, soit 24 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

Ce ratio « offres sur demandes » diminue de 0,31 point par rapport au deuxième trimestre 2019. Cette évolution s'explique par une très forte baisse des offres d'emploi collectées (-62,5 % sur un an) que la baisse des demandes enregistrées par Pôle emploi (-14,8 %) ne parvient pas à compenser.

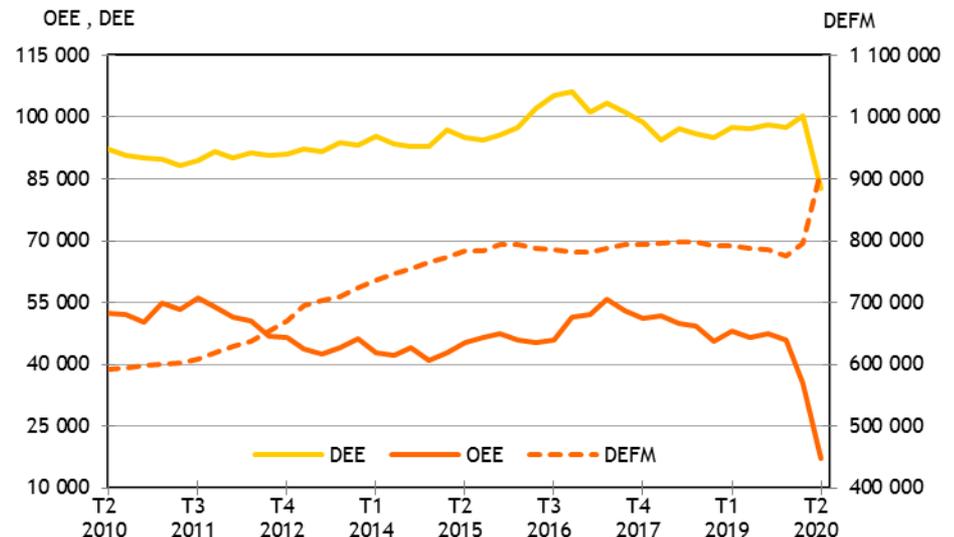
De son côté, la progression du nombre de demandeurs d'emploi sur un an en catégories A, B (+16,9 % en données brutes) va dans le sens d'une contraction des tensions sur le marché du travail.

Le taux d'écoulement diminue de 6,4 points sur le trimestre : 53,1 % des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, ou entrés au cours des 12 derniers mois, sont sortis des fichiers de Pôle emploi au deuxième trimestre 2020. Ce taux est inférieur à son niveau du deuxième trimestre 2019 (59,4 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 74,2 %. Il gagne 6,6 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (71,0 %) est plus faible qu'au trimestre précédent (79,3 %) et qu'au deuxième trimestre 2019 (78,7 %).

Les tensions sur le marché du travail (Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : Demandes d'emploi ; DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B

Source : Dares-Pôle Emploi - Traitement : Direccte / Sese

## Les autorisations d'activité partielle au 2<sup>e</sup> trimestre 2020

Au cours du deuxième trimestre 2020, 273 439 décisions d'autorisation d'activité partielle\* ont été traitées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à plus de 1,3 milliard d'heures autorisées à être chômées en Ile-de-France, niveau totalement inédit pour ce dispositif.

Paris, avec plus de 95 000 demandes concentre 35 % des autorisations d'activité partielle dans la région ce trimestre, correspondant à plus de 400 millions d'heures autorisées. Près d'un quart concerne des demandes dans le secteur de l'hôtellerie-restauration.

Entre le 1<sup>er</sup> mars et le 30 juin 2020 plus de 292 000 décisions d'activité partielle ont été notifiées par la Direccte Ile-de-France avec un pic au cours de la semaine du 9 avril (près de 60 000 demandes). Le nombre de demandes baisse ensuite progressivement, avec un total de 40 000 décisions d'autorisation pour le mois de juin.

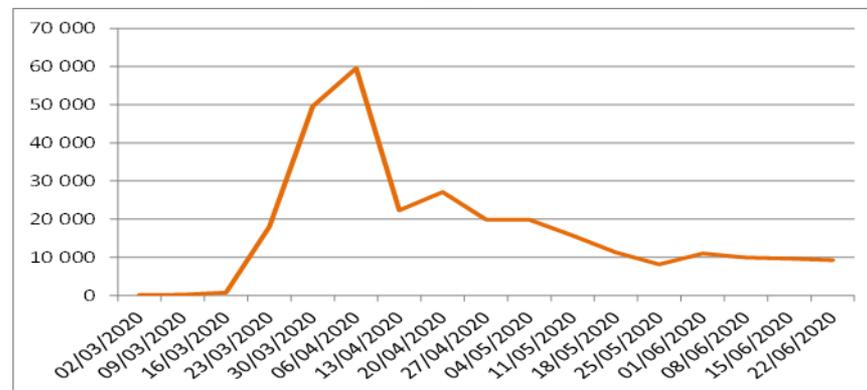
Cinq secteurs concentrent plus de 50 % du nombre d'heures demandées et autorisées : le commerce (16 %), l'hébergement-restauration (15 %), les activités de services administratifs et de soutien (11 %) et la construction (10 %).

(\* ) Habituellement, seules les décisions ayant comme motif de recours « conjoncture économique » sont commentées dans cette synthèse conjoncturelle. En raison du contexte actuel, la pertinence de cette distinction est remise en question et nous avons ici regroupé les motifs, dont notamment les « circonstances exceptionnelles » liés à la crise sanitaire.

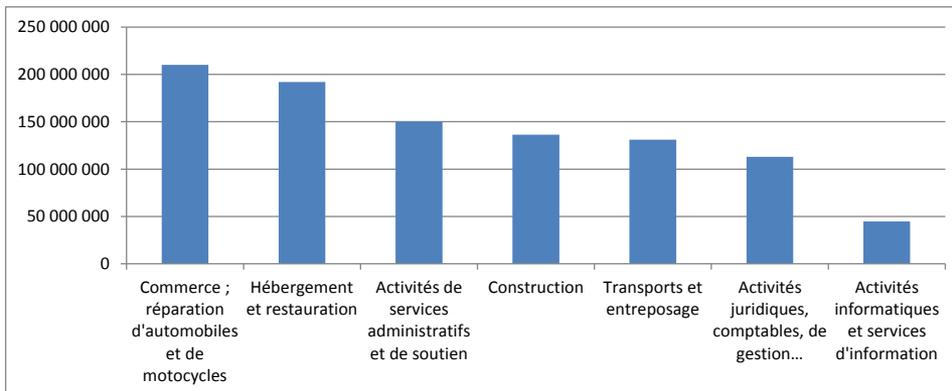
## Accompagnement des mutations économiques

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
<b>Total autorisations</b>	<b>292 548</b>	<b>102 738</b>	<b>25 248</b>	<b>25 202</b>	<b>22 469</b>	<b>34 310</b>	<b>34 950</b>	<b>25 130</b>	<b>22 501</b>
Mars	19 109	6 930	1 808	1 695	1 551	2 123	2 036	1 489	1 477
Avril	178 204	62 011	15 870	16 117	13 509	20 709	20 612	15 673	13 703
Mai	55 253	19 227	4 623	4 167	4 376	6 624	7 259	4 587	4 390
Juin	39 982	14 570	2 947	3 223	3 033	4 854	5 043	3 381	2 931
<b>Total heures associées</b>	<b>1 405 974 154</b>	<b>435 757 140</b>	<b>135 917 986</b>	<b>138 691 395</b>	<b>114 292 941</b>	<b>197 643 868</b>	<b>174 507 956</b>	<b>107 332 718</b>	<b>101 830 150</b>
Mars	94 693 206	32 992 763	9 537 779	9 878 618	7 598 330	11 076 954	8 812 660	6 662 364	8 133 737
Avril	780 369 866	246 044 214	75 706 117	75 947 878	58 598 786	114 032 044	86 782 402	62 761 828	60 496 596
Mai	284 292 656	76 367 503	32 710 100	22 303 273	31 542 744	40 416 568	43 693 486	17 728 422	19 530 561
Juin	246 618 426	80 352 661	17 963 990	30 561 626	16 553 081	32 118 301	35 219 407	20 180 104	13 669 255

Evolution du nombre de décisions d'autorisation d'activité partielle depuis le 1<sup>er</sup> mars 2020



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 2<sup>e</sup> trimestre 2020



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

## Les plans de sauvegarde de l'emploi au 2<sup>e</sup> trimestre 2020

Au deuxième trimestre 2020, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 54 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Le nombre de procédures initiées n'est pas significativement plus élevé qu'en 2019. Cependant, en nombre d'emplois menacés, la hausse est importante puisque les PSE visent 5 573 postes dans la région ce trimestre. Ainsi, en un an, le nombre d'emplois touchés augmente de 60 % en raison principalement de la crise sanitaire.

Paris regroupe 51 % des emplois menacés en Île-de-France. Les emplois concernés y sont principalement dans le commerce. Un siège social est particulièrement affecté.

Parmi les secteurs qui emploient un grand nombre de personnes dans la région, ce sont les activités du commerce et des transports qui menacent le plus de salariés.

Le secteur qui concentre le plus d'emplois menacés en proportion de son emploi local est le commerce.

Parallèlement aux PSE, les entreprises de la région ont initié 17 procédures de ruptures conventionnelles collectives (RCC) au deuxième trimestre 2020. Dans ce cadre, il y a eu 2 040 emplois concernés ce trimestre.

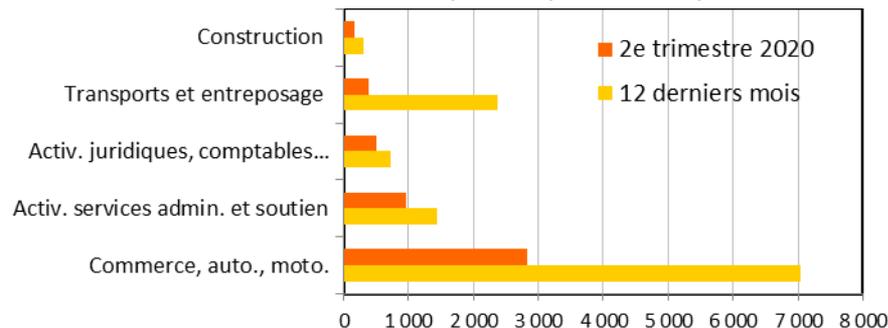
Un établissement du secteur des transports menace 1 590 emplois en Seine-Saint-Denis.

Les secteurs qui concentrent le plus d'emplois menacés en proportion de l'emploi local sur l'année sont le commerce, le transport et l'hébergement-restauration.

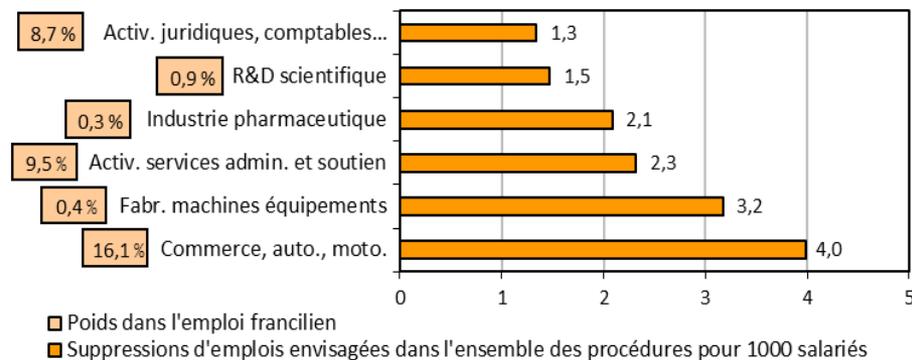
## Accompagnement des mutations économiques

Répartition par territoire	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départ.
PSE au T2 2020	54	18	4	2	2	18	4	2	4	0
Cumul 2020 (T1+T2)	110	33	8	7	6	33	9	6	7	1
Cumul 2019 (T1+T2)	112	26	2	13	11	33	16	5	2	4
Emplois menacés	5 573	2 853	203	54	82	924	411	131	116	799
Cumul 2020 (T1+T2)	9 878	3 341	290	323	258	1 418	1 006	496	231	2 515
Cumul 2019 (T1+T2)	6 155	1 301	363	587	1 167	1 425	742	411	159	/
Évol. emplois menacés (%)	60,5	156,8	-20,1	-45,0	-77,9	-0,5	35,6	20,7	45,3	/

### Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE



### Secteurs d'activité les plus affectés proportionnellement à leur emploi local



DIRECCTE  
ÎLE-DE-FRANCE

Dossier trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail  
et de l'emploi en Île-de-France

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi

**Directeur de publication** : Gaëtan Rudant

**Etude et réalisation** : Service Etudes Statistiques Evaluation – [idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)

**Conception graphique** : Emmanuelle Seguin

**Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Île-de-France**

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur [www.idf.direccte.gouv.fr](http://www.idf.direccte.gouv.fr)